

Auteurs: Armande Frising et Guillaume Osier
Publication périodique | **Octobre 2011**

STATEC

Institut national de la statistique
et des études économiques

La consommation des ménages ne résiste pas à la crise

Il ressort en effet des résultats de la vague d'enquête 2008-2010 que la dépense mensuelle moyenne totale des ménages est en baisse depuis 2007. Elle s'établit à 4 687 EUR en 2009 contre 4 850 EUR en 2008 et 4 894 EUR en 2007.

11% des dépenses de consommation sont effectuées à l'étranger

En 2009, les ménages dépensent en moyenne 4 173 EUR au Luxembourg et 514 EUR à l'étranger. La part des dépenses à l'étranger ne semble pas affectée, elle reste stable pour les années sous revue.

Tableau 1: Dépenses mensuelles moyennes par ménage 2005 - 2009

	Dépense mensuelle moyenne			en %	
	Totale	Luxembourg	Etranger	Luxembourg	Etranger
2009	4 687	4 173	514	89.0	11.0
2008	4 850	4 325	525	89.2	10.8
2007	4 894	4 335	559	88.6	11.4
2006	4 810	4 252	558	88.4	11.6
2005	4 396	3 918	478	89.1	10.9

Source: STATEC; EBM permanente

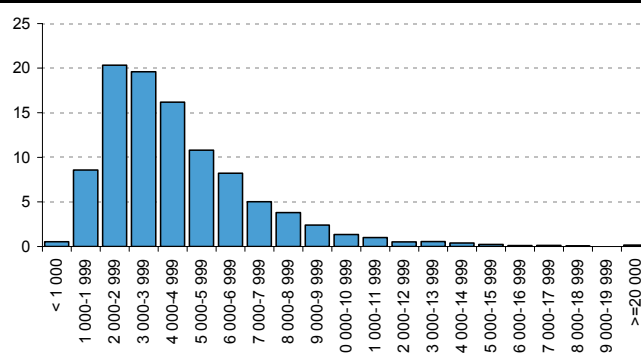
Le graphique 1 fait apparaître une courbe de distribution des dépenses de consommation étalée à droite ce qui implique que la moyenne (4 687 EUR) dépasse la médiane¹ (4 055 EUR).

Près d'un quart des ménages ont une dépense de consommation supérieure à 6 000 EUR par mois

La distribution des dépenses de consommation nous apprend en effet que pour 24% des ménages ces dépenses s'élèvent à plus de 6 000 EUR par mois. Le seuil de 8 000 EUR par mois est franchi par 11% des ménages et à l'autre extrême, 9% des ménages doivent

se contenter de dépenses de consommation ne dépassant pas 2 000 EUR par mois.

Graphique 1: Répartition des dépenses de consommation mensuelles en 2009

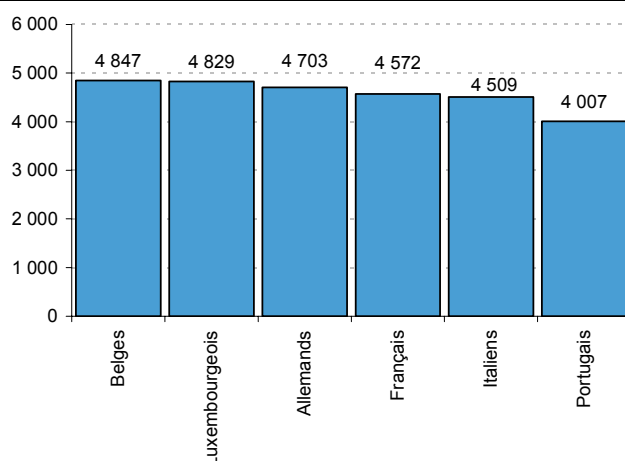


Source: STATEC; EBM permanente

La communauté portugaise affiche les dépenses de consommation les plus faibles

Le graphique 2 nous montre que les ménages belges et luxembourgeois dépensent en moyenne près de 800 EUR de plus que les ménages portugais. Les ménages italiens se situent également en-dessous de la moyenne des ménages avec des dépenses mensuelles de 4 509 EUR.

Graphique 2: Dépenses de consommation mensuelles moyennes selon la nationalité de la personne de référence, 2009



Source: STATEC; EBM vague 2008-2010

¹ La médiane divise une distribution en deux parties égales. 50% des ménages ont une dépense de consommation supérieure à 4 055 EUR et 50% dépensent moins. Une moyenne > à la médiane indique que quelques individus ont des dépenses beaucoup plus élevées que les autres.

Les ménages à revenu élevé consomment 3 fois plus que ceux ayant les revenus les plus faibles

Le tableau 2 révèle en effet que les ménages disposant d'un revenu mensuel de 6 200 EUR ou plus dépensent en moyenne 7 116 EUR par mois alors que ceux appartenant à l'autre extrême (1 250 à 1 849 EUR) dépensent en moyenne 2 541 EUR par mois.

Ce même tableau fait apparaître que les ménages à bas revenus tendent à dépenser plus que le revenu dont ils disposent.²

Tableau 2: Dépenses de consommation mensuelles moyennes selon la classe de revenu, 2009

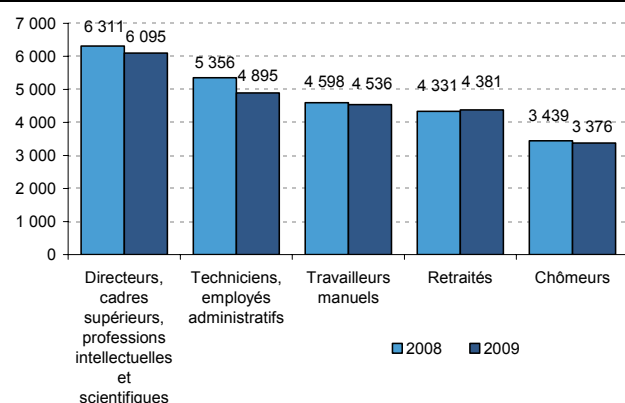
Classe de revenu mensuel disponible (en EUR)	Dépense mensuelle moyenne en EUR	Dépense mensuelle moyenne en EUR (sans loyer imputé)
Moins de 1249 €	1 837	1 280
1 250 à 1 849 €	2 541	1 866
1 850 à 2 499 €	3 074	2 164
2 500 à 3 099 €	3 525	2 647
3 100 à 3 699 €	3 987	3 041
3 700 à 4 999 €	4 906	3 719
5 000 à 6 199 €	5 684	4 429
6 200 € et plus	7 116	5 687

Source: STATEC; EBM permanente

Dans les classes de revenu 3 100 - 3 699 EUR et 3 700 – 4 999 EUR, la dépense se situe près de la limite de la classe inférieure et au-delà d'un revenu mensuel disponible de 5 000 EUR, les ménages dégagent une épargne puisque la dépense n'atteint même plus la limite inférieure de la classe de revenu.

Catégorie socio-économique et classe de revenu étant étroitement liés, le graphique 3 nous apprend que les ménages de cadres-dirigeants dépensent en moyenne 6 095 EUR par mois contre 3 376 EUR pour les ménages dans lesquels la personne de référence est au chômage. Il met également en évidence que seules les dépenses des ménages de retraités n'ont pas baissé en 2009 par rapport à 2008.

Graphique 3: Dépenses de consommation mensuelles moyennes selon la catégorie socio-économique de la personne de référence



Source: STATEC; EBM permanente

Loisirs et culture et fréquentation de restaurants et d'hôtels fortement influencées par le niveau de vie

Les dépenses en restauration et hôtels occupent en effet le 3e rang des dépenses de consommation chez les ménages de cadres-dirigeants et le 6e rang chez les travailleurs manuels. Ils représentent respectivement 10.9% et 6.5% des dépenses de consommation ou encore 666 EUR et 295 EUR par mois.

Les ménages de cadres-dirigeant consacrent 8.2% de leurs dépenses aux loisirs et à la culture, les travailleurs manuels 6.7% et les ménages où la personne de référence est au chômage 5.8% ce qui correspond à respectivement 501 EUR, 305 EUR et 197 EUR par mois.

D'autres postes de dépenses liés au niveau de vie sont les produits alimentaires, les transports et le logement pour lesquels les différences ressortent plus clairement en considérant les classes de revenu. Cette comparaison, ainsi que d'autres sujets telles que la quantité et la qualité des aliments consommés ou encore les dépenses des résidents à l'étranger, seront traités dans une publication plus détaillée dans la série des bulletins du Statec, à paraître au cours du dernier trimestre 2011.

² Pour saisir une éventuelle épargne, comme pour tout travail sur les inégalités en général, on considère les dépenses réelles excluant le loyer imputé. Le loyer imputé (ou loyer fictif) représente le loyer que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent.

Tableau 3: Structure des dépenses de consommation selon la catégorie socio-économique, 2009

	Directeurs, cadres sup., prof. intellectuelles et scientifiques	Techniciens, employés administratifs	Travailleurs manuels	Chômeurs	Retraités
Dépense en eur					
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	451	393	433	320	410
Boissons alcoolisées et tabac	72	63	68	69	73
Articles d'habillement et articles chaussants	438	332	290	200	206
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	1 863	1 527	1 534	1 349	1 721
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	436	327	242	123	263
Santé	136	107	107	66	120
Transports	784	805	732	453	507
Communications	114	102	107	99	74
Loisirs et culture	501	391	305	197	314
Enseignement	48	21	12	21	7
Restaurants et hôtels	666	378	295	163	297
Autres biens et services	585	448	411	316	389
Coeff. budgétaire en %					
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	7.4	8.0	9.5	9.5	9.4
Boissons alcoolisées et tabac	1.2	1.3	1.5	2.0	1.7
Articles d'habillement et articles chaussants	7.2	6.8	6.4	5.9	4.7
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	30.6	31.2	33.8	40.0	39.3
Ameublement, équipement ménager et entretien	7.2	6.7	5.3	3.6	6.0
Santé	2.2	2.2	2.4	1.9	2.7
Transports	12.9	16.4	16.1	13.4	11.6
Communications	1.9	2.1	2.4	2.9	1.7
Loisirs et culture	8.2	8.0	6.7	5.8	7.2
Enseignement	0.8	0.4	0.3	0.6	0.2
Restaurants et hôtels	10.9	7.7	6.5	4.8	6.8
Autres biens et services	9.6	9.2	9.1	9.4	8.9

Source: STATEC; EBM vague 2008-210

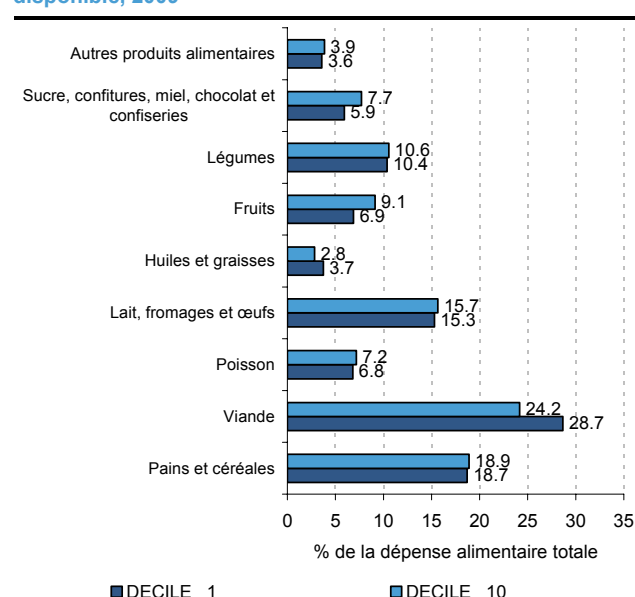
La consommation alimentaire évolue en fonction du niveau de revenu

Si l'on regarde comment se répartissent les dépenses de consommation alimentaire chez les ménages du premier décile du revenu³ (c'est-à-dire les 10% des ménages disposant des revenus les plus faibles) et chez ceux du dixième décile (les 10% des ménages avec les revenus les plus importants), on constate que la structure de consommation évolue peu, bien que les ménages modestes consacrent une part plus importante de leur budget alimentaire pour la viande (28.7% contre 24.2% pour les ménages du dixième décile), les huiles et les graisses (3.7% contre 2.8%), tandis que les ménages aisés vont dépenser davantage en poisson, fruits et produits à base de sucre (confiture, miel, chocolat, confiseries...)

Dans tous les cas, on voit que c'est la viande qui constitue la plus grande part de la dépense alimentaire des ménages, suivi du pain et des céréales et du lait, du fromage et des œufs.

Un tel résultat pourrait s'expliquer par le fait que même si les ressources des ménages varient d'un ménage à l'autre les besoins alimentaires de leurs membres sont, à composition de ménage identique, à peu près les mêmes.

³ Il s'agit du revenu disponible du ménage divisé par le nombre total d'unités de consommation (UC) dans le ménage. Le nombre d'UC est calculé à partir de l'échelle dite OCDE modifiée : la personne de référence du ménage reçoit un poids de 1, les membres « adultes » de 14 ans ou plus un poids de 0.5 et les « enfants » de 13 ans ou moins un poids égal à 0.3.

Graphique 4: Structure des dépenses de consommation en produits alimentaires selon les déciles extrêmes du revenu disponible, 2009


Source: STATEC; EBM permanente

Ceci est particulièrement vrai pour les aliments « de base » comme la viande ou le pain, pour lesquels les ménages du premier décile consacrent dans leur budget alimentaire une part pratiquement identique à celle des ménages du dixième décile. Par ailleurs on ne peut pas exclure l'hypothèse suivant laquelle les ménages, quel que soit leur niveau de ressources, chercheraient à atteindre un certain niveau d'équilibre nutritionnel dans leur alimentation. A la différence du premier, il s'agirait là plutôt d'un argument de nature culturelle.

Cependant, la relative faiblesse de leur revenu va contraindre les ménages modestes à arbitrer dans la plupart des cas en faveur de produits alimentaires moins chers comme le lait (à la place du fromage), le riz, le pain, les pâtes, les pommes de terre, la viande de porc, les conserves de viande ou de poisson (à la place de la viande ou du poisson frais), la margarine (à la place du beurre), les pommes ou les poires (à la place des fruits à noyaux ou des baies)

La part des dépenses d'alimentation dans le budget des ménages varie sensiblement d'un pays à l'autre

La part moyenne des dépenses que les ménages consacrent à l'alimentation (boissons non-alcoolisées incluses) est de 17% au niveau de l'UE27. Un tel chiffre cache néanmoins de profondes disparités entre les pays : si la part tombe à 9% pour le Luxembourg, elle dépasse 44% pour les ménages roumains. En fait, on observe une tendance assez nette selon laquelle plus un pays est riche plus la part des dépenses consacrées à l'alimentation diminue.

Ce sont ainsi les ménages des pays d'Europe de l'Est comme la Roumanie et la Bulgarie qui subissent la plus forte pression liée aux dépenses alimentaires. A l'inverse, la part des dépenses d'alimentation dans le budget des ménages se trouve être beaucoup plus faible dans les pays d'Europe de l'Ouest.

Ce résultat est connu sous le nom de première loi d'Engel. Cette loi précise que, lorsque le revenu d'un ménage augmente, ses dépenses d'alimentation vont

également augmenter, mais dans une moindre mesure.

Méthodologie et définitions

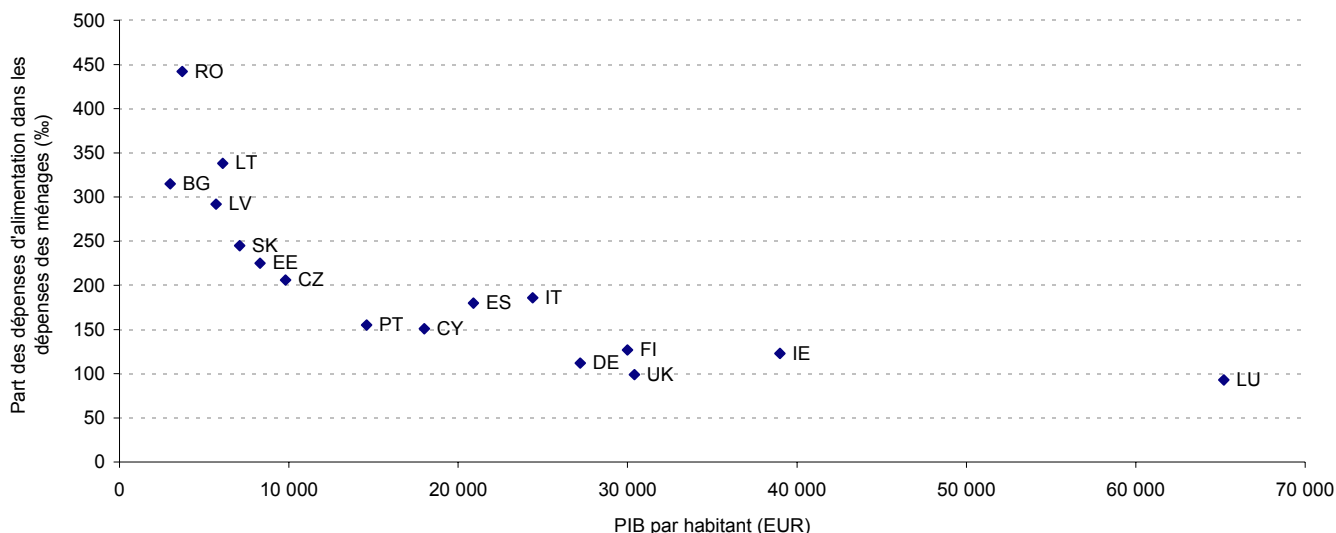
L'enquête permanente sur le budget des ménages repose sur un accord informel (Gentlemen's Agreement), conclu lors de la réunion du comité du programme statistique de 1989. Les enquêtes sur le budget des ménages (EBM) sont des enquêtes nationales portant essentiellement sur les dépenses de consommation. Il s'agit d'un outil important pour suivre les habitudes de consommation de la population.

Chaque année, 1 000 ménages sont choisis au hasard dans le registre central de la population (Répertoire général des personnes physiques) pour représenter l'ensemble des ménages.

Les ménages participants inscrivent durant 15 jours, toutes leurs dépenses dans un carnet prévu à cet effet et complètent le questionnaire sur les charges relatives au logement et celui sur les dépenses diverses. Un enquêteur du Statec quant à lui recueille dans un entretien face-à-face des renseignements sur la composition du ménage, sur le logement et l'équipement ainsi que sur ses ressources.

L'enquête annuelle est mise au point avec des échantillons cumulés sur 3 ans. Chaque année, une nouvelle vague est ajoutée alors que la plus ancienne est retirée. La présente publication exploite les vagues 2008 – 2010 centrées sur 2009.

Graphique 5: Part (‰) des dépenses d'alimentation dans les dépenses des ménages, 2005



Source: Eurostat, NewCronos

Institut national de la statistique
et des études économiques

Tél.: 247-84219
info@statec.etat.lu
www.statistiques.lu